

# La grève jusqu'au retrait se prépare (tract n°6)

Le syndicat FO ADP communique les dernières informations

# 625 agents

## votent la grève pour le retrait du PSE/PACT

Malgré l'activité partielle et le télétravail qui s'étend, donc avec un effectif moindre dans les locaux, le bilan des assemblées générales est sans appel. **X agents votent la grève donnant un mandat : Le retrait du PSE/PACT.**

Le 3 juin, **100 agents des SSLIA (pompiers)**, en présence des syndicats CGT, UNSA, CFDT, CGC, et FO, votent la grève et demandent aux syndicats de déposer des assemblées générales dans toutes l'entreprise à la mi-juin.

Le 14 juin, à CDG, **70 agents de la DSI, DIA, IMO (et d'autres services)** votent la grève. **45 agents des parc, CSC, SSIAP, ...** font de même, toujours à CDG, réunis en assemblées générales devant le PC parc au terminal 2F.

Le 15 juin, à CDG en zone technique, **80 agents votent la grève également.** A Orly, au parc central, **une centaine d'agent** fera de même. Réunis au terminal 2<sup>E</sup> à CDG, **60 agents** sont réunis. Résultat : grève votée.

Le 16 juin, à Orly dans les terminaux, **une centaine d'agents** votent la grève. Tandis qu'ils sont **une quarantaine** à voter la grève à Roissy.

Le 17 juin, à CDG, réunis au dôme, une **vingtaine d'agents** votent la grève.

**Le 18 juin, en grève, tous aux rassemblements :**  
**sur CDG au terminal 2<sup>E</sup> à partir de 7h**  
**sur ORLY, à ORLY 3, à partir de 9h**

# Communiqué de la confédération CGT-FO

La confédération FO a mis en garde à maintes reprises contre le risque que le « quoi qu'il en coûte » ne se traduise par un « quoi qu'il en coûte aux salariés ».

Le CCN (Comité confédéral national) de FO a ainsi réaffirmé, dans sa résolution le 28 mai dernier, la nécessité que soient imposées des contreparties, contrôlées par les pouvoirs publics, aux aides publiques dont bénéficient les entreprises, dont « l'interdiction des licenciements et du versement de dividendes, bonus et stocks option ou tout autre moyen de gratification ».

FO l'a soutenue tout au long de la crise sanitaire, quand ces aides ont été déployées massivement face à la crise sanitaire, n'empêchant pas certaines entreprises de procéder à des fermetures, suppressions, voire délocalisations, d'emplois, accompagnées de remises en cause des garanties en matière de salaires et conditions de travail !

FO a mis en garde le gouvernement quant à la nécessité d'y être particulièrement attentif dans cette période de reprise d'activité.

Or, la confédération est alertée par ses syndicats, Fédérations nationales et Unions départementales de situations – y compris dans le secteur public et la fonction publique – qui provoquent la réaction légitime des salariés avec leurs syndicats :

**aux Aéroports de Paris (ADP) où un préavis de grève a été déposé à partir du 1<sup>er</sup> juillet portant sur les emplois, les salaires et les conditions de travail ;**

aux hôtels et au casino d'Enghien les Bains où une mobilisation est lancée pour le 12 juin, contre les licenciements annoncés et la remise en cause du 13<sup>e</sup> mois ;

au sein des services des Directions interdépartementales des routes où une manifestation est prévue le 15 juin contre le transfert de la gestion des routes nationales aux régions et départements ;

dans l'entreprise Signify dans le Val de Marne où une grève de plusieurs jours a été engagée contre un transfert d'activité et d'emplois ;

au sein de Keolis dans l'Essonne où plusieurs jours de grève viennent d'être observés sur les conditions de travail et les salaires ;

à Auchan où une mobilisation est prévue le 18 juin sur les salaires et conditions de travail...

**La confédération FO, qui a le mandat de son CCN de rester mobilisée et d'œuvrer en ce sens, pour la défense de droits et libertés, des salaires, de l'assurance chômage, retraites, services publics, assure de son soutien les syndicats FO et les salariés engagés dans ces actions pour leurs emplois, conditions de travail et salaires, et appelle les pouvoirs publics et les employeurs à répondre à ces revendications légitimes.**

[Yves Veyrier](#)

Secrétaire général de Force Ouvrière